



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

gouvernement

Question au Gouvernement n° 3633

Texte de la question

COHÉRENCE GOUVERNEMENTALE

M. le président. La parole est à M. Philippe Vigier, pour le groupe de l'Union des démocrates et indépendants.

M. Philippe Vigier. Monsieur le Premier ministre, à quoi aura servi le remaniement de jeudi dernier ?

Plusieurs députés du groupe de l'Union des démocrates et indépendants et du groupe Les Républicains.
À rien !

M. Philippe Vigier. À faire croire que vous avez encore une majorité pour conduire les réformes dont le pays a besoin ? À augmenter le nombre des ministres pour le porter à trente-huit, ce qui n'est pas un gage d'efficacité ? À saigner à blanc les Verts et leur velléité de primaire ou à mettre sous le boisseau Emmanuel Macron et ses velléités de réformes ? Ce remaniement ne changera rien. En tout cas, la politique du Gouvernement a échoué, en particulier sur le chômage.

Monsieur le Premier ministre, vous aimez à dire que les mots d'ordre de votre majorité sont la cohérence, la cohésion et la clarté. Mais où est la cohérence lorsque vous rejetez sur le dos du patronat l'échec du pacte de responsabilité ou lorsque François Hollande se défause sur l'Europe de la crise agricole ? Où est la cohésion lorsque Emmanuelle Cosse, à peine nommée ministre, réitère son opposition à la déchéance de nationalité, alors que notre groupe vous a soutenu au nom de l'unité nationale et de l'intérêt général ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.*)

M. Bernard Accoyer. C'est la chienlit !

M. Jacques Myard. Cosse démission !

M. Philippe Vigier. Où est la clarté lorsque le Président de la République annonce un référendum local sur Notre-Dame-des-Landes, remettant ainsi en cause 155 décisions de justice et passant par-dessus la tête de tous les élus locaux et nationaux ? Et je passe sur les propos de Ségolène Royal, qui voudrait remettre tout à plat.

Monsieur le Premier ministre, quand la majorité sera-t-elle enfin animée par cette cohérence, cette clarté et cette cohésion ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants et sur plusieurs bancs du groupe Les Républicains.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Monsieur le président Vigier, je reconnais bien là, sur le remaniement, vos talents de commentateur de la vie politique.

Mme Claude Greff. C'est méprisant !

M. Manuel Valls, Premier ministre. La politique étrangère ou la politique de défense du Président de la République et du Gouvernement changent-elles ? Non. La politique de sécurité, qui vise à faire face à la menace terroriste, change-t-elle ?

Plusieurs députés du groupe de l'Union des démocrates et indépendants et du groupe Les Républicains.
Non !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Non.

Mme Claude Greff. Rien ne change !

M. Christian Jacob. Et la question ?

M. Manuel Valls, Premier ministre. Il en est de même de la politique qui donne la priorité à la lutte contre le chômage et pour l'emploi, qui fait confiance aux entreprises à condition qu'elles remplissent pleinement leur engagement. C'est ce que j'ai tout simplement rappelé hier, car, contrairement à ce que j'ai pu entendre ici ou là, nous avons fait ce constat : le CICE est un succès et le pacte de responsabilité a permis aux entreprises de restaurer leurs marges, mais il faut aller plus loin, notamment dans les réformes. Allons-nous changer ? Non, bien sûr. *(Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants et du groupe Les Républicains)*

M. Christian Jacob. Ayrault à Matignon !

M. Manuel Valls, Premier ministre. La politique d'égalité, qui donne la priorité à l'école et à l'éducation nationale et que nous traduirons également par une grande loi sur l'égalité et l'engagement citoyen, qui est indispensable parce qu'au cœur du pacte républicain, changera-t-elle ? Non. *(Mêmes mouvements sur les mêmes bancs.)*

M. le président. Un peu de calme, mes chers collègues.

M. Manuel Valls, Premier ministre. La mise en œuvre du grand accord qui a été obtenu à la fin de l'année lors de la COP21 change-t-elle ? Non. À partir du moment où la COP21 a été un grand succès, je me réjouis que des écologistes entrent au Gouvernement parce que, là, est pleinement leur place. Lorsqu'il y a un succès en matière d'environnement, il faut que les écologistes soient dans le Gouvernement. *(Mêmes mouvements sur les mêmes bancs.)*

Monsieur Vigier, vous avez peut-être du mal à m'entendre compte tenu du brouhaha général : je pense que la cohérence et l'engagement du Gouvernement autour de ces priorités, que je viens de rappeler, sont préservés. Pour moi, c'est cela l'essentiel. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen et sur quelques bancs du groupe écologiste.)*

M. Philippe Le Ray. Pipeau !

Données clés

Auteur : [M. Philippe Vigier](#)

Circonscription : Eure-et-Loir (4^e circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3633

Rubrique : État

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [17 février 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [17 février 2016](#)